

AUTOPRODUCTION

Généralités

De la biologie à la socio-économie. En son sens le plus général, l'autoproduction désigne la capacité de tous les êtres vivants à se développer et à se maintenir en vie par leur propre activité. Cette capacité d'[autopoïèse](#) (en grec : se produire soi-même) a été théorisée par des biologistes comme Varela et Maturanaⁱ, ou par le philosophe Hans Jonasⁱⁱ.

L'autoproduction nous intéresse ici uniquement en tant qu'elle ne concerne que les humains. Elle désigne alors les activités de production de biens et services, effectuées par soi-même et pour soi-même, **sans échange monétarisé**. Ces activités requièrent qu'un travail soit effectué pour modifier des éléments du monde hors de soi, qu'ils soient matériels (faire son jardin, fabriquer un meuble) ou immatériels (par exemple pratiquer [l'Instruction à domicile](#) plutôt que confier ses enfants à une institution).

S'il est cohérent de parler de production *par* soi-même et *pour* soi-même, il convient de signaler que, bien souvent, l'activité d'autoproduction n'enferme pas l'individu actif dans un cercle autarcique, éliminant le lien social. Le « par » et le « pour » sont ici relatifs et non absolus, car en pratique tout travail humain, même s'il semble solitaire, inscrit l'individu dans un monde humain et socio-historique.

Pour ce qui est du « par », qu'il s'agisse, par exemple, de jardiner ou de faire la cuisine, les savoir-faire et les outils mobilisés relèvent souvent du monde des « communs », résultat d'une lente création cumulée sur maintes générations (par exemple les semences sélectionnées depuis parfois des millénaires) et dont nous sommes les héritiers.

Qu'il s'agisse du « pour », bien souvent aussi l'individu s'engage dans une autoproduction dont il n'est pas le seul bénéficiaire. La plupart du temps, le jardinier n'est pas le seul consommateur de ses légumes, sa famille, parfois étendue, ses amis, ses voisins en profitent aussi. Dans le domaine de l'autoproduction culturelle, qui n'est pas abordé ici, beaucoup de musiciens « amateurs » satisfont leurs besoins musicaux en participant à des réseaux intenses de socialisation. Souvent (mais pas toujours), et comme dans le travail rémunéré, en travaillant pour produire par soi-même et pour soi-même, la personne sort de soi et, par son faire, se construit physiquement, psychiquement et socialement. C'est ce que des philosophes comme [Jules Lequier](#) ou [Jean-Paul Sartre](#) ont illustré par la formule « **faire et en faisant se faire** ». On retrouve alors, mais dans un sens spécifiquement humain, la notion d'*autopoïèse* élaborée par les biologistes.

Le rôle social de l'autoproduction

L'autoproduction renvoie à des réalités très familières de la vie quotidienne, telles que préparer un repas, s'occuper des enfants, bricoler, améliorer son logement, fabriquer un meuble ou un vêtement, produire des légumes ou des fleurs dans un jardin. Autoproduire, c'est produire des biens et des services, pour sa propre consommation et celle de son entourage. Cette activité qui s'effectue sans échanges monétaires relève de l'économie non-monétaire.

L'autoproduction contribue de manière importante à notre richesse et à notre niveau de vie.

Aujourd'hui, quand on parle d'économie, tout naturellement on parle d'économie monétaire, que ce soit l'économie privée marchande ou l'économie publique non marchande. Notre idéologie [économiste](#) n'évalue la « richesse des nations » qu'en prenant en compte les échanges monétarisés. Ainsi le PIB n'intègre pour ainsi dire pas l'autoproduction et l'économie non monétaire dans ses calculs de la richesseⁱⁱⁱ.

Certes, il est exact que le développement économique s'est nourri du transfert progressif d'activités de la sphère domestique et communautaire vers l'économie monétaire. Ainsi, depuis les débuts de la période industrielle et avec l'urbanisation croissante, la part de l'autoproduction a diminué au profit de l'achat de biens et de services mis sur le marché par des professionnels indépendants ou par des entreprises privées ou publiques. De la sorte, quantité de biens et de services autrefois produits dans le cadre domestique ou communautaire sont maintenant achetés à l'extérieur par les ménages.

Pourtant, même dans notre société technicienne et marchande, l'autoproduction contribue de manière importante au bien-être des ménages^{iv}. En ce qui concerne la seule économie domestique, on a pu estimer, à partir de [l'enquête « budget temps »](#) de 1974, que les Français avaient consacré 48 milliards d'heures au travail domestique, et 41 milliards au travail rémunéré. De 1975 à 1985, l'écart s'est accru, le temps de travail domestique augmentant, celui du travail professionnel diminuant (Chadeau 1989). Pour l'autoproduction des jardins appartenant à des particuliers, on est surpris d'apprendre que, si on valorise au prix du marché la consommation de légumes et fruits frais provenant des jardins, celle-ci représente 23 % de la consommation française à domicile de légumes et fruits, qu'ils soient frais, surgelés ou en conserve^v.

On a proposé d'intégrer la valeur de l'autoproduction dans le calcul du PIB. Mais si l'on cherche à estimer de combien il faudrait augmenter le PIB en tenant compte de la valeur de ce travail domestique, on aboutit à 35% ou 75%^{vi}. L'incertitude dans cette évaluation tient aux différentes conventions appliquées pour attribuer un prix à des activités qui se réalisent au sein des ménages, sans recours direct aux marchés des biens ou des services.

L'autoproduction n'est pas le stigmate de la pauvreté.

Les analyses des statisticiens mettent en évidence un point important qui va à l'encontre des stéréotypes misérabilistes sur l'économie non monétaire : l'autoproduction n'est pas le stigmate de la pauvreté. Bien au contraire, ni l'autoproduction ni l'entraide ne corrigent les inégalités. La production domestique ne corrige pas la faiblesse des ressources monétaires des plus pauvres, elle semble plutôt améliorer le niveau de consommation des classes moyennes. En effet, ceux qui en ont les moyens, s'ils en ont envie, s'engagent dans des pratiques d'autoproduction. Ils produisent des légumes ou des fleurs, bricolent dans leur logement pour le rendre plus confortable et plus agréable. Quant à l'entraide, elle tend aussi à s'accroître avec le niveau de vie et avec le revenu. Une des raisons principales tient à ce que pour recevoir il faut sans doute aussi donner, et pour recevoir un peu plus il faut également donner un peu plus. Celui qui n'a rien à donner ne peut se mettre en position de recevoir, c'est pourquoi la richesse en relations, en « capital social » est positivement corrélée avec la richesse économique.

On observe aussi que l'accès aux ressources de l'économie non monétaire et la maîtrise des savoir-faire de la vie quotidienne jouent un rôle décisif dans la capacité de certains ménages à résister à la baisse des revenus et à maintenir un mode de vie autonome. Que ce soit en milieu rural dévitalisé ou

en banlieue urbaine, à revenu égal, certains ménages deviennent dépendants des aides sociales et d'autres peuvent s'en passer. Ceux-ci sont souvent en mesure de mobiliser des savoir-faire de la vie quotidienne qui leur permettent de satisfaire eux-mêmes certains de leurs besoins. Ils cultivent un jardin potager, élèvent des volailles ou des lapins, savent cuisiner « sain et pas cher », réparent et entretiennent leur logement, leur mobilier, leurs vêtements, etc. En général, ceux qui produisent pour eux-mêmes établissent aussi des relations de don et d'échange avec leur entourage. Ayant quelque chose à donner, ils peuvent aussi recevoir, ne serait-ce que des petits services.^{vii} L'autoproduction permet ainsi de s'inscrire dans le circuit du don et du contre-don, dont Marcel Mauss a montré qu'il est au fondement du lien social^{viii}.

Autoproduction et socialisation.

On considère souvent l'économie non monétaire comme un réservoir ou un gisement d'activités qui pourraient être monétarisées et professionnalisées. Mais pousser à l'extrême la marchandisation de toutes ces activités, ce qui est le rêve de certains économistes, buterait sur des limites anthropologiques. Ainsi, dans le domaine du « service sexuel » l'échange non monétaire, le don mutuel de soi, semble humainement et socialement plus riche que la prestation payante, même s'il est facile d'argumenter qu'il est moins « rationnel » économiquement^{ix}. Bien évidemment, il serait pourtant absurde de vouloir passer d'un extrême à l'autre et de considérer, par exemple, que dans tous les domaines l'autoproduction doit être systématiquement préférée à l'achat de biens et de services sur le marché. Il n'en reste pas moins que les processus décisifs de construction de la personnalité et d'acquisition d'une aptitude à la sociabilité s'effectuent d'abord à ce niveau informel de la vie culturelle.

C'est au niveau des mœurs que se construit, d'abord de manière informelle par l'intériorisation de systèmes symboliques, la capacité à s'instituer en sujet capable d'organiser son comportement et d'entrer de manière responsable dans le jeu de l'échange social. Depuis [Emile Durkheim](#) et [Marcel Mauss](#), sociologues et anthropologues ont montré comment ces systèmes symboliques opèrent par une combinaison étroite entre le sensible, le social, le technique, le religieux, qui se consolident mutuellement pour intégrer l'individu dans un ordre social. Ces médiations symboliques rendent possible l'intériorisation de valeurs ; elles rendent possible le rapport à des autorités incarnant des limites et des exigences, et l'apprentissage de règles de subordination. Le fonctionnement de ce niveau informel de l'éducation repose sur un symbolisme qui opère en associant étroitement le geste et la parole. Sur le plan pratique il se nourrit de l'existence d'une économie domestique et communautaire à base d'autoproduction, et des relations économiques locales^x. Autour des expériences du faire, de l'échange, s'élaborent des médiations symboliques permettant d'acquérir des savoir-faire et des savoir-être indispensables à la vie relationnelle et sociale.

Le rez-de-chaussée de la civilisation.

Ainsi, pour comprendre le rôle que joue l'autoproduction, et plus largement l'économie non monétaire, dans la société moderne, il nous faut donc nous méfier d'une approche trop évolutionniste d'une vie sociale vouée à passer d'un stade à l'autre de sa transformation en abandonnant toutes les formes liées à l'étape antérieure, condamnées à s'évanouir. A cette vision « progressiste » du changement social comme *trajectoire*, on proposera comme correctif une vision du changement comme *construction* étagée, chaque étape gardant sa nécessité comme socle sur lequel s'édifient les étages supérieurs, plus « modernes » de l'économie, et sans le soutien desquels ils ne peuvent fonctionner. S'inspirant des travaux de l'historien [Fernand Braudel](#) sur l'histoire économique de longue durée, [François-Xavier Verschave](#) décrit l'économie des sociétés modernes

comme un édifice ayant un rez-de-chaussée surmonté de deux étages^{xi}. L'économie du rez-de-chaussée est celle de la production et des échanges domestiques et communautaires. On est dans le domaine de ce que [Ivan Illich](#)^{xii} appelle l'économie [vernaculaire](#). Les échanges y sont non monétaires et codifiés par un ensemble complexe de symboles et de règles sociales favorisant la cohésion du groupe, comme dans toutes les sociétés traditionnelles. L'économie du premier étage, c'est celle du marché local où les échanges sont monétarisés, soumis à des règles publiques et relativement indépendantes des réseaux d'allégeances personnelles. La participation à cette forme d'économie favorise la reconnaissance de chacun comme sujet de droit et comme individu autonome. Enfin, l'économie du deuxième étage correspond à ce que F. Braudel appelle l'Economie-Monde, celle des échanges à grande distance, soumis à des logiques spéculatives et financières opaques, souvent affranchies des règles de droit commun qui font loi dans l'économie du marché local.

L'autoproduction et l'économie non monétaire relèvent donc de « l'économie du rez-de-chaussée ». Mais celle-ci ne peut être réduite à ce qui doit être aboli pour que se développent l'économie de marché, l'espace public et les formes de la citoyenneté. Bien au contraire, elle peut fournir le socle qui les rend possibles à condition qu'on se préoccupe de ménager des transitions, des « escaliers » ou des initiations favorisant les circulations entre les différents étages. Les auteurs de l'école du [MAUSS](#)^{xiii} ont montré comment les relations de don et contre-don structurent en profondeur la socialité primaire et persistent à jouer un rôle important dans les strates plus moderne de l'économie, qui ne sont qu'en apparence organisées uniquement par les relations de l'échange marchand.

Certes on peut imaginer, en termes économiques, que la disparition de cette économie du rez-de-chaussée et du « faire par soi-même et pour les siens » favoriserait une croissance considérable des échanges monétaires. Mais comme le signale l'économiste [Jean Gadrey](#), le discours économiste faisant de la croissance du PIB un besoin social permanent verse dans la démesure^{xiv}. En effet, sur le plan anthropologique, on peut se demander s'il n'en résulterait pas pour la société un important déficit éducatif et un recul de sa capacité intégratrice.

Car si le travail salarié a pu jouer un rôle de « grand intégrateur ^{xv} » de la société moderne, c'est parce que d'autres processus de socialisation opéraient, sans que l'on y fasse bien attention, à un niveau informel. C'est pourquoi il paraît important de préserver un minimum de vitalité de l'économie du rez-de-chaussée, car c'est là que s'élaborent les processus symboliques de construction de la personne et du lien social. Il est légitime de vouloir éviter l'enfermement communautaire et tout cantonnement dans une économie marginalisante. Mais en fait, cette économie du rez-de-chaussée, loin d'entrer en opposition avec l'économie de marché du premier étage, en constitue le complément nécessaire ; loin d'être un enfermement, elle forme l'antichambre de l'économie de marché. La qualification sociale s'avérant de plus en plus indispensable pour accéder à l'emploi et participer à la vie publique, la vitalité de l'économie du rez-de-chaussée permet à tous de l'acquérir ou de la consolider ; elle devient le meilleur passeport possible pour obtenir un travail. Il reste donc important que tous puissent y participer, sans, bien sûr, y être enfermés. Or, aujourd'hui, pour nombre de personnes cela ne peut pas se faire tout seul, et un accompagnement technique et, parfois même, technique et social s'avère nécessaire.

De l'importance d'un accompagnement à l'autoproduction.

En effet, on constate que plusieurs catégories de ménages rencontrent des difficultés s'ils veulent accéder aux ressources de l'autoproduction pour améliorer leurs conditions de vie.

C'est le cas de beaucoup de ménages en situation socio-économique précaire : Alors que « les échanges réciproques de gros travaux de bricolage, de déménagements, de décoration, d'aide scolaire, d'accompagnement en voiture correspondent aux relations hors familles, aux couples avec enfants et aux couples aisés »^{xvi}, en revanche, les plus démunis sont souvent ceux qui sont privés du capital culturel, technique et relationnel pour mettre en œuvre de telles ressources. Souvent, certaines personnes ne peuvent pas s'engager dans ces activités, et cela pour des raisons multiples qui peuvent se combiner très diversement. Rappelons-en quelques-unes : elles n'ont pas accès à un terrain cultivable pour jardiner ; leur logement est trop exigu pour pouvoir y bricoler ou alors il leur est interdit de modifier leur logement ; elles n'ont pas les moyens financiers pour acheter les outils et elles n'osent pas les emprunter à leurs voisins ; elles n'ont pas non plus les moyens d'acheter les matériaux nécessaires ; dans certains cas, elles ne maîtrisent pas les savoir-faire de base car elles n'y ont pas été initiées, ou bien ce savoir-faire s'est perdu faute d'occasion ou même d'envie de le mettre en œuvre ; et lorsque ces personnes ont besoin qu'on leur montre comment s'y prendre – ce qui nous arrive à tous à divers moments de notre vie – elles n'ont personne à qui s'adresser. Ainsi, trop souvent, l'inégalité des revenus de l'économie monétaire est redoublée par une inégalité des ressources non monétaires^{xvii}, ce qui favorise un renforcement des logiques d'exclusion et de sa reproduction^{xviii}. C'est pourquoi un accompagnement sociotechnique leur est nécessaire.

Par exemple, diverses études ont montré que pour de nombreux ménages qui n'ont pas les moyens d'acheter des nourritures de qualité, la possibilité de cultiver dans un jardin collectif (qu'il s'agisse de [Jardins familiaux](#) ou de [Jardins communautaires](#)), n'est pas en soi une démarche suffisante pour accéder à une alimentation plus équilibrée : un accompagnement technique et social à la production et à la préparation des légumes s'avère souvent indispensable^{xix}.

En France, face à la perte de repères alimentaires qui favorise les déséquilibres alimentaires, beaucoup de centres sociaux de quartier organisent des ateliers cuisine. Selon le même principe, il existe aussi des ateliers couture, des garages associatifs, des ateliers de réparation des équipements domestiques etc. qui permettent à des ménages modestes de prendre en charge par eux-mêmes la satisfaction d'une partie de leurs besoins. Il en va de même pour l'amélioration du logement : la mise à disposition d'outils dans une outillière de quartier ou l'aide financière à l'achat de matériaux ne suffisent pas pour permettre à nombre de ménages d'engager – et de réussir – des travaux d'amélioration de leur propre logement. C'est pourquoi des collectivités locales soutiennent des programmes d'*Autoréhabilitation accompagnée du logement* (ARA) dont des associations, par exemple [Les Compagnons Bâisseurs](#) assurent le volet socio-technique.

Mais il n'y a pas que les ménages en difficulté sociale qui éprouvent des difficultés à mobiliser les ressources de l'autoproduction. Ainsi, dans le domaine du logement, outre les chantiers d'autoréhabilitation accompagnée « très sociale », la pratique des *chantiers hybrides* d'autoréhabilitation (par exemple pour la mise aux normes thermiques et énergétiques) et même d'autoconstruction se répand. Des artisans, maîtres d'œuvre, architectes sont sollicités par des propriétaires qui veulent réaliser par eux-mêmes une partie (parfois très importante) des travaux mais ont aussi besoin de faire intervenir un professionnel. Cependant, cette pratique est le fait de ménages particulièrement dynamiques et autonomes. Pour s'engager dans de tels chantiers, ceux qui sont timides, manquent de savoir-faire technique et de confiance en soi, et qui ne disposent pas d'un réseau relationnel auraient besoin d'un accompagnement technique adapté.

L'autoproduction accompagnée : une ressource pour les territoires

Le temps libre : une richesse sociale.

Ralentissement durable de la croissance, baisse des budgets publics et montée des difficultés sociales... Toutes les politiques mises en œuvre pour relancer la croissance et la compétitivité des entreprises ne suffiront pas à rompre ce cercle vicieux. Dans ces conditions, la montée des difficultés sociales semble inexorable. Il y a un moyen parmi d'autres d'y remédier. En effet, à côté de l'emploi salarié comme source d'intégration sociale et de revenus, on a jusqu'à présent sous-estimé les possibilités qu'offre le faire soi-même pour lutter contre l'exclusion et améliorer le bien-être.

Le temps est une ressource mobilisable. L'obsession des échanges monétaires et de la production marchande fait oublier que **le travail rémunéré ne concerne qu'un sixième du temps de vie de chacun.** Certes, il faut bien manger et se reposer, mais une partie importante des cinq sixièmes restants reste disponible ; elle peut être consacrée à des activités productives de biens et de services qui ne sont pas comptabilisées dans le PIB et qui pourtant jouent un rôle essentiel dans la vie sociale et l'équilibre des personnes. Comme les grandes surfaces du bricolage et les jardineries l'ont bien compris, certains savent utiliser cette ressource en améliorant eux-mêmes leur logement ou en cultivant leur jardin ; d'autres participent à des réseaux d'échange, ou consacrent du temps au soutien scolaire des jeunes ou à des activités associatives désintéressées etc.

Faire « avec » plutôt que faire « pour ». Pour l'essentiel, ce gisement de temps disponible reste sous-exploité. Alors que l'on considère les personnes en difficulté sociale ou simplement inactives comme des charges pour la collectivité, on oublie qu'elles disposent d'une ressource précieuse que l'économie de marché laisse inexploitée et dévalorise. En réalité, ce temps inemployé est une ressource qui peut être mobilisée localement pour créer de l'activité non délocalisable qui contribue à la vitalité d'un territoire en produisant de la plus-value à divers niveaux : social, économique, sanitaire, culturel, environnemental etc. Face à la baisse des moyens financiers des ménages et des institutions, les territoires peuvent aider les ménages modestes et précaires à s'aider eux-mêmes en développant leurs capacités d'autoproduction et à faire de leur temps libre une ressource qui peut se combiner avec les revenus de l'emploi et les aides publiques.

Mobiliser la capacité à faire soi-même pour répondre à deux défis.

Des jardins pour faire face à la montée des déséquilibres alimentaires

On constate une augmentation dramatique de l'obésité, de plus de 10 % depuis 2006 sur le territoire national, et déjà depuis quelques années les institutions de santé publique françaises s'inquiètent de l'émergence de ce qu'il faut bien appeler une « pandémie » de diabésité, qui affecte principalement – mais pas seulement – les populations les plus pauvres. Nous n'en sommes qu'au début, et lors de son audition par la mission de la prévention de l'obésité de l'Assemblée nationale, M. Laurent Degos, président de la Haute Autorité de Santé, a déclaré que : « *Seuls les pays qui auront su maîtriser l'épidémie d'obésité pourront préserver leur système de protection sociale.* » De fait, alors que l'épidémie d'obésité continue de progresser rapidement, les coûts de l'obésité connaissent la même progression. Avec des conditions de prise en charge et de coûts inchangés et le quasi-doublement de la prévalence de l'obésité, le coût de la surcharge pondérale en France pourrait alors représenter environ 13 % à 14 % de l'ONDAM (Objectif national de dépenses d'Assurance-Maladie). Dans cette hypothèse, l'obésité absorberait une part croissante des moyens affectés par la collectivité à la couverture des risques de santé. Cette charge serait une grave menace pour l'équilibre de notre

système de protection sociale^{xx}. Cette simple projection devrait suffire à justifier une action urgente, plus déterminée et plus efficace.

Il n'y a pas de fatalité : outre le fait que les jardins familiaux de développement social sont un outil efficace de développement social et d'intégration des ménages vulnérables à la précarité, l'expérience^{xxi} montre qu'ils peuvent être aussi des outils de lutte contre les déséquilibres alimentaires. En effet, l'accès à une parcelle cultivable favorise une modification positive des pratiques alimentaires des ménages précaires (et aussi des autres !). Reste à savoir comment s'y prendre pour favoriser l'accès des publics fragiles au jardinage collectif à une échelle significative.

L'atoréhabilitation accompagnée pour accélérer la rénovation thermique des « logements passoires »

Notre société affronte une montée de la précarité énergétique, car l'augmentation du coût de l'énergie contraint un nombre de plus en plus important de ménages ou bien à solliciter les fonds d'aide aux impayés d'énergie ou bien à se sous-chauffer, ce qui entraîne des désordres sanitaires coûteux pour la collectivité et compromet la longévité du bâti. Il est également indispensable de réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au logement.

Ces deux problèmes sont liés en grande partie à l'inadaptation d'un très grand nombre de logements, qui sont mal isolés et trop énergivores. On ne les remplacera pas de sitôt et il est donc indispensable d'améliorer les performances du parc existant. Or le marché ne suffira pas car un grand nombre de ménages aux ressources modestes rechignent à faire réaliser par les entreprises la totalité des travaux nécessaires d'amélioration thermique et énergétique.

Les chantiers d'atoréhabilitation accompagnée du logement contribuent à apporter des réponses à ces deux difficultés. D'une part, les chantiers d'atoréhabilitation accompagnée sont l'occasion de réaliser des travaux d'amélioration thermique et énergétique qui permettent à des ménages mal logés d'accéder à un minimum de confort sans augmenter la charge d'énergie. D'autre part, la certitude d'être accompagné favorise le passage à l'acte des ménages modestes qui, sachant qu'ils pourront réaliser eux-mêmes et dans de bonnes conditions une partie des travaux, s'engagent dans la rénovation thermique et énergétique de leur logement.

Cela suppose que l'on sort l'atoréhabilitation accompagnée du cadre très social qui est actuellement le sien pour faire de l'atoréhabilitation accompagnée « tous publics » un outil ordinaire de la politique du logement, comme le recommandent le Conseil d'Etat^{xxii} et le Conseil général du développement durable^{xxiii}.

Faire avec les gens, cela ne s'improvise pas.

Les jardins collectifs sont très utiles mais y intégrer les ménages vulnérables ou qui n'ont pas appris à jardiner est une affaire délicate. Il en va de même lorsqu'il s'agit de rendre l'atoréhabilitation accessible aux ménages qui pourraient améliorer et isoler leur logement. En effet tout le monde ne dispose pas des savoir-faire, de l'outillage, de l'espace ou de la confiance en soi nécessaires. Cela suppose la mise en place au niveau des territoires des programmes d'accompagnement à l'autoproduction. Ceux-ci doivent proposer un soutien technique et parfois social non seulement aux ménages en difficulté, mais aussi à tous ceux qui sont désireux d'acquérir ou consolider des savoir-faire pratiques. Ainsi ils peuvent développer un mode de vie plus autonome et participer aux échanges économiques et sociaux locaux.

Notes et références :

ⁱ Varela, F. G. et Maturana, F., H. F., H. et. Uribe, R *Autopoiesis: The organization of living systems, its characterization and a model*, BioSystems, Vol. 5 (1974), p. 187-196

ⁱⁱ H. Jonas : *le phénomène de la vie*, vers une biologie philosophique. De Boeck Supérieur, Bruxelles, 2000.

ⁱⁱⁱ Caillavet, France. L'intégration de la production domestique dans les comptes nationaux - *Récentes avancées et perspectives*. INSEE - Stateco N° 83/84, sept. déc. 1995, pp. 55-76.

^{iv}Degenne Alain et alii, «La production domestique atténue-t-elle la pauvreté ?», *Economie et Statistique*, n° 308-309-310, 1997, 8-9-10.

^v Dubeau D. «Les Français ont la main verte». *INSEE premières*, n° 338, Août 1994.

^{vi} A. Chadeau et A. Fouquet «Peut-on mesurer le travail domestique ?» *Economie et Statistique* n° 236 Septembre 1981.

^{vii} Daniel Cérézuelle : « Politiques locales d'insertion et ressources informelles » in *Le R.M.I. à l'épreuve des faits*. Ouvrage collectif sous la direction de Hugues Sibille, Syros, Paris, 1991.

^{viii} Mauss, Marcel : *Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (1925). Presses universitaires de France, Paris 2012

^{ix} Voir à ce sujet : Gadrey , Jean « On a trouvé comment booster la croissance ! Drogues et prostitution sont les deux mamelles du nouveau PIB ». *Alternatives économiques* 31/01/2018

^x Voir, Par exemple : Kaufmann J.-C., *Le cœur à l'ouvrage. Théorie de l'action ménagère*. Paris, Éditions Nathan. 1997.

^{xi} Vershave, François-Xavier: *Libres leçons de Braudel, passerelles pour une société non excluante*. Syros Paris 1994

^{xii} Illich, Ivan : la convivialité. (1973) Editions Point, Paris 2021

^{xiii} Voir en particulier les ouvrages suivants : Godbout, Jacques T. *Le don, la dette et l'identité*. La découverte / MAUSS, Paris 1998. 190 p. et Caillé, Alain : *Critique de la raison utilitaire*. La Découverte, Paris 1988. 139p.

^{xiv} Gadrey, Jean : « Le PIB nous mène dans l'impasse ». *Revue Projet* 18 janvier 2018

^{xv}Barel, Yves "Le Grand Intégrateur", *Connexions*, n°56, 1990

^{xvi} Degenne A. et alii, op. cit.

^{xvii} Guy Roustang. « Economie non monétaire et inégalités sociales ». *Alternatives Economiques*, n°18, juin 2000.

^{xviii} Cérézuelle D., « Politique locale d'insertion et ressources informelles » in *Le RMI à l'épreuve des faits*, Paris, Syros/Alternatives 1991.

^{xix} PADES [*Faire des jardins collectifs des outils efficaces de lutte contre la montée des déséquilibres alimentaires.*](#) Eléments de synthèse du colloque franco-américain Jardinage collectif, montée des déséquilibres alimentaires et politiques urbaines. Paris 15-16 juin 2016.

^{xx} Assemblée Nationale : Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en conclusion des travaux de la mission sur la prévention de l'obésité et présenté par Mme Valérie Boyer, Députée. 30 septembre 2008.

^{xxi} Katherine Alaimo, Elizabeth Packnett, Richard Miles, Daniel J. Kruger : "Fruits and vegetable intake among urban community gardeners". *Journal of Nutrition Education and Behavior*, Volume 40, Issue 2 , Pages 94-101, March 2008

Katherine Alaimo, Alyssa W. Beavers, Caroline Crawford, Elizabeth Hodges Snyder, Jill S. Litt *Amplifying Health Through Community Gardens: A Framework for Advancing Multicomponent, Behaviorally Based Neighborhood Intervention* Published online: 5 July 2016 # Springer International Publishing AG 201

^{xxii} Conseil D'Etat : *Droit au logement, droit du logement.* La documentation française 2009. P255 à 257.

^{xxiii} Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable : *Contribution de l'auto-réhabilitation accompagnée au plan de rénovation énergétique de l'habitat.* Rapport établi par Hervé Berrier..Juin 2014.

Bibliographie

Caillavet, France. L'intégration de la production domestique dans les comptes nationaux - *Récentes avancées et perspectives.* INSEE - Stateco N° 83/84, sept. déc. 1995, pp. 55-76.

Caillé, Alain : *Critique de la raison utilitaire.* La Découverte, Paris 1988. 139p.

Cérézuelle D., « Politique locale d'insertion et ressources informelles » in *Le RMI à l'épreuve des faits*, Paris, Syros/Alternatives 1991.

Chadeau, A. et Fouquet, A. « Peut-on mesurer le travail domestique ? » *Economie et Statistique* n° 236 septembre 1981.

Conseil D'Etat : *Droit au logement, droit du logement.* La documentation française 2009. P255 à 257.

Gadrey, Jean : « Le PIB nous mène dans l'impasse ». Revue *Projet* 18 janvier 2018

Godbout, Jacques T. *Le don, la dette et l'identité*. La découverte / MAUSS, Paris 1998. 190 p.

Illich, Ivan : la convivialité. (1973) Editions Point, Paris 2021

Mauss, Marcel : *Essai sur le don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques* (1925). Presses universitaires de France, Paris 2012

PADES [Faire des jardins collectifs des outils efficaces de lutte contre la montée des déséquilibres alimentaires.](#) Eléments de synthèse du colloque franco-américain Jardinage collectif, montée des déséquilibres alimentaires et politiques urbaines. Paris 15-16 juin 2016.

Roustang, Guy « Economie non monétaire et inégalités sociales ». *Alternatives Economiques*, n°18, juin 2000.

Varela, F. G. et Maturana, F., H. F., H. et. Uribe, R *Autopoiesis: The organization of living systems, its characterization and a model*, BioSystems, Vol. 5 (1974), p. 187-196

Vershavé, François-Xavier: *Libres leçons de Braudel, passerelles pour une société non excluante*. Syros Paris 1994